

UNITED NATIONS

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL



Distr.
GENERALE

E/2229
23 mai 1952
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quatorzième session

Point 14 de l'ordre du jour

LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
PROTECTION DES MINORITES

Rapport présenté par le Secrétaire général,
en exécution de la résolution 414 B II (XIII),
sur les travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies
dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	
A. Demande du Conseil au Secrétaire général et suite donnée à cette demande	1 - 3
B. Historique des travaux de l'Organisation des Nations Unies concernant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités ou ayant une incidence sur ces questions	5 - 23
I. <u>RESULTATS DE L'ENQUETE A LAQUELLE LE SECRETAIRE GENERAL A PROCEDE AUPRES DES ETATS MEMBRES</u>	24 - 29
II. EXPOSE DES PROPOSITIONS FORMULEES PAR LA SOUS-COMMISSION AU COURS DE SA QUATRIEME SESSION	
PROPOSITIONS DE LA SOUS-COMMISSION AU SECRETAIRE GENERAL	
<u>Proposition A</u> relative à l'examen périodique de toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies de manière à déterminer si ces activités concordent ou non avec le principe de non discrimination	33 - 34
<u>Proposition B</u> relative à la compilation des clauses-types concernant la non discrimination qui pourraient être utilisées comme guide, le cas échéant	35 - 36
PROPOSITIONS DE LA SOUS-COMMISSION AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	
<u>Proposition C</u> relative à l'insertion dans les instruments internationaux auxquels les Etats sont parties de garanties appropriées contre les mesures discriminatoires	37
<u>Proposition D</u> relative à l'insertion de dispositions tendant à la protection des minorités dans les instruments portant création d'Etats nouveaux ou traçant de nouvelles frontières entre les Etats	38 - 39

Paragrapbes

Proposition E relative aux dispositions nécessaires
en vue de l'élaboration d'une convention internatio-
nale pour la protection des minorités..... 40 - 42

Proposition F relative à l'examen par les Etats
Membres de leur législation et de leurs méthodes
administratives en vue de supprimer les mesures
discriminatoires et de protéger les minorités 43 - 44

Proposition G relative à la création de comités
nationaux et locaux pour la lutte contre les mesures
discriminatoires 45 - 46

AUTRES PROPOSITIONS DE LA SOUS-COMMISSION

Proposition H relative aux mesures de nature à protéger
le droit des minorités à employer leur propre langue .. 47 - 48

Proposition I tendant à favoriser l'action éducative
destinée à réduire les préjugés des minorités et les
préjugés à leur égard 49 - 50

Proposition J relative au plan de l'Annuaire des
droits de l'homme 51 - 52

Proposition K relative à la rédaction de clauses-types
destinées à figurer dans les instruments internationaux
afin de garantir les droits des minorités 53 - 56

Proposition L relative à la création, dans le cadre
général de la mise en vigueur des Pactes internationaux
relatifs aux droits de l'homme d'un dispositif interna-
tional accessible aux minorités 57 - 58

Paragrapbes

III. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES DU SECRETAIRE GENERAL

PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET A LA PROTECTION DES
MINORITES

Proposition M relative à la compilation de renseignements concernant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités 59 - 63

Proposition N relative à des avis autorisés à fournir aux gouvernements en vue de faire disparaître les préjugés ou les mesures discriminatoires et de protéger les minorités 64 - 68

PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES

Proposition O relative à des études de quelques-unes des principales formes de discrimination 69 - 75

Proposition P relative à des rapports de l'UNESCO sur les résultats de son activité en vue de faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires.... 76 - 77

Proposition Q relative à la coopération des organisations non gouvernementales aux travaux entrepris par l'Organisation des Nations Unies pour faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires 78

PROPOSITION SUPPLEMENTAIRE RELATIVE A LA PROTECTION DES
MINORITES

Proposition R relative à une étude des diverses mesures concrètes que les Etats ont prises pour protéger les traditions ethniques, religieuses et linguistiques et les caractéristiques des minorités vivant sur le territoire soumis à leur juridiction 79 - 81

INTRODUCTION

A. Demande du Conseil au Secrétaire général et suite donnée à cette demande

1. Le Conseil a décidé, dans sa résolution 414 (XIII), d'interrompre, après sa session finale d'octobre 1951, l'activité de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités jusqu'au 31 décembre 1954, et de confier ses fonctions au Conseil, à la Commission des droits de l'homme, au Secrétaire général ou à des organes spéciaux suivant le cas. Dans la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de procéder à une enquête auprès des Etats Membres sur :

- "a) Les questions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités qui devraient être inscrites à l'ordre du jour du Conseil pour ses prochaines sessions;
- "b) Les méthodes à suivre en vue de l'étude préalable de ces questions et de l'élaboration des rapports de base devant permettre une discussion utile devant le Conseil; et,
- "c) Les conditions dans lesquelles le Conseil pourrait être appelé à continuer à s'acquitter de ses tâches en matière de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités".

2. Le Conseil a en outre invité le Secrétaire général, après avoir consulté les institutions spécialisées compétentes, et en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

"A faire rapport, lors d'une session appropriée du Conseil en 1952, sur le résultat de cette enquête, sur ses propres suggestions, et sur celles que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités aurait pu formuler lors de sa quatrième session".

3. Le présent rapport traite des questions suivantes :

Première partie : Résultat de l'enquête à laquelle le Secrétaire général a procédé auprès des Etats Membres;

Deuxième partie : Exposé des suggestions formulées par la Sous-Commission au cours de sa quatrième session; et

Troisième partie: Propositions supplémentaires du Secrétaire général.

B. Historique des travaux de l'Organisation des Nations Unies concernant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, ou ayant une incidence sur ces questions

4. Le Conseil se rappellera que dans quatre articles différents (1, 13, 55 et 76), la Charte des Nations Unies souligne qu'il importe de développer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales "pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". D'autre part, l'Assemblée générale a approuvé le principe de la non discrimination dans la résolution 103 (I), adoptée le 19 novembre 1946. Dans cette résolution, l'Assemblée déclare "qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'humanité de mettre un terme immédiat aux persécutions et aux discriminations religieuses ou dites raciales, et invite les gouvernements et les autorités responsables à se conformer à la Charte des Nations Unies, dans sa lettre et dans son esprit, et à prendre, à cette fin, les mesures les plus promptes et les plus énergiques".

5. En juin 1946, avant l'adoption de cette résolution, le Conseil économique et social avait habilité la Commission des droits de l'homme à créer deux sous-commissions chargées de leur avis en matière de protection des minorités et de lutte contre les mesures discriminatoires.

6. Toutefois la Commission a décidé que ces deux questions étaient si étroitement liées l'une à l'autre qu'il était préférable de ne créer qu'une seule Sous-Commission, dite Sous-Commission de la lutte contre les mesures

discriminatoires et de la protection des minorités. Elle a décidé en outre que cette Sous-Commission examinerait en premier lieu "les dispositions à prendre en ce qui concerne la définition des principes à appliquer dans la lutte contre les mesures discriminatoires fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion, et en matière de protection des minorités", et adresserait à la Commission "des recommandations sur les problèmes urgents qui se posent dans ces domaines". Les termes du mandat de la Sous-Commission ont été révisés ultérieurement (voir paragraphe 15).

7. La Commission a en outre décidé que la Sous-Commission serait composée de douze membres désignés par la Commission après consultation avec le Secrétaire général et sous réserve de l'agrément des gouvernements des Etats dont ces membres seraient ressortissants. La Commission a également décidé de ne désigner qu'un membre par pays et de fixer à deux ans pour commencer la durée du mandat des membres de la Sous-Commission. Au cours de sa cinquième session (1949), la Commission a prorogé de trois ans la durée du mandat des membres de la Sous-Commission.

8. Sur les douze membres de la Sous-Commission, onze ont été choisis en mars 1947 par le Conseil, à la demande de la Commission, parmi les personnes figurant sur une liste présentée par les membres de la Commission. Ce sont : M. A. Borisov, (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. C.F. Chang (Chine), M. Jonathan Daniels (Etats-Unis d'Amérique), M. Erik Einar Ekstand (Suède), M. M.R. Masani (Inde), M. Arturo Meneses Pallares (Equateur), Mlle Elizabeth Monroe (Royaume-Uni), M. Joseph Nisot (Belgique), M. Hérard Roy (Haïti), M. Rezazada Shafagh (Iran) et M. Samuel Spanien (France). Le douzième membre, M. Joseph Winiewicz (Pologne) a été élu en 1949 en remplacement de M. William M. J. McNamara (Australie) qui avait donné sa démission.^{1/}

^{1/} Bien que, par sa résolution 236 (IX), le Conseil eût approuvé la décision de la Commission des droits de l'homme visant à porter à treize le nombre des membres de la Sous-Commission pour assurer en son sein une meilleure représentation du point de vue de la répartition géographique, aucun candidat n'a été proposé en remplacement de M. McNamara et la Commission a recommandé au cours de sa sixième session de ramener à douze le nombre des membres de la Sous-Commission. Le Conseil a approuvé cette décision par sa résolution 303 B (XI).

9. La Sous-Commission a tenu sa première session à Genève du 24 novembre au 6 décembre 1947. Elle a examiné les termes de son mandat, passé en revue, en formulant des observations à leur sujet, les articles du projet de Déclaration des droits de l'homme qui se rapportaient à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités, et arrêté le programme de ses études et travaux futurs. Elle a proposé des versions nouvelles pour les articles du projet de Déclaration concernant : a) le droit de tous, sans distinction, de se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration (article 6 du texte établi par le Comité de rédaction); b) la liberté de circulation et le libre choix de la résidence (article 13); c) le droit d'accéder aux fonctions publiques (article 28); et d) les droits des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses (article 36, supprimé dans les projets ultérieurs et ne figurant pas dans la Déclaration). La Commission a tenu compte de ces recommandations lors des travaux qu'elle a consacrés par la suite à la Déclaration.

10. Au cours de la même session, la Sous-Commission a élaboré, aux fins d'examen par la Commission des droits de l'homme, les définitions suivantes des expressions "prévention des mesures discriminatoires" et "protection des minorités" :

- "1. La prévention des mesures discriminatoires est la prévention de toute action déniaut à des individus ou à des groupes de personnes l'égalité de traitement qu'ils peuvent souhaiter.
- "2. La protection des minorités est la protection des groupes qui ne sont pas dominants dans un pays et qui, tout en souhaitant d'une manière générale être traités sur un pied d'égalité avec la majorité, désirent, dans une certaine mesure, un traitement différentiel destiné à préserver les caractéristiques fondamentales qui les distinguent de la majorité de la population. La protection s'applique également aux individus appartenant à ces groupes et désirant la même protection. Il en résulte que le traitement différentiel appliqué à ces groupes ou à des individus appartenant à ces groupes est justifié s'il vise à satisfaire l'ensemble de la communauté et à assurer son bien-être. Les caracté-

ristiques qui peuvent justifier une telle protection sont la race, la religion et la langue. Pour pouvoir bénéficier de la protection, une minorité doit se conformer à son devoir d'allégeance pleine et entière envers le gouvernement de l'Etat dans lequel elle demeure. Ces membres doivent également être des ressortissants de cet Etat.

"là où une minorité qui désire l'assimilation s'en voit privée, on se trouve en présence d'une mesure discriminatoire et la question doit être traitée comme telle".

11. La Commission des droits de l'homme a approuvé, au cours de sa deuxième session (E/600, paragraphe 39), la définition de "la prévention des mesures discriminatoires", mais a renvoyé la définition de "la protection des minorités" à la Sous-Commission aux fins de nouvel examen. Les résultats de ce nouvel examen sont consignés dans les rapports de la Sous-Commission sur les travaux de sa deuxième, troisième et quatrième sessions.

12. Lors de la session de février et de mars 1948, le Conseil, donnant suite à de nouvelles recommandations de la Sous-Commission, qui avaient été transmises par la Commission des droits de l'homme, a invité le Secrétaire général, par sa résolution 116 B et C (VI) à entreprendre des études et des analyses des "principales catégories de mesures discriminatoires qui s'opposent à ce que tous les individus jouissent également des droits de l'homme et des libertés fondamentales", et à étudier la question de la validité actuelle des instruments dénommés "traités relatifs aux minorités". Le Conseil a suggéré aussi une collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO en vue de l'élaboration d'un programme efficace d'éducation dans les domaines de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; enfin le Conseil a accordé aux membres de la Sous-Commission, en ce qui concerne les communications ayant trait à la discrimination et aux minorités, les facilités qui sont accordées aux membres de la Commission des droits de l'homme par la résolution 75 (V) dans son texte amendé.

13. Lorsqu'elle a adopté le texte définitif de la Déclaration universelle des droits de l'homme par sa résolution 217 (III) du 10 décembre 1948, l'Assemblée générale y a inséré deux articles (articles 2 et 7) qui traitent précisément du principe de la non-discrimination; elle a incorporé ce principe dans le texte de presque tous les articles de la Déclaration en employant des mots tels que "toute personne" "nul" et "tous".

14. Néanmoins, l'Assemblée générale n'a pas fait figurer dans la Déclaration de mesures précises visant la protection des minorités. Elle a considéré "qu'il était difficile d'adopter une solution uniforme de cette question complexe et délicate, qui revêt des aspects particuliers dans chaque Etat où elle se pose". Elle a par suite prié le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à "procéder à un examen approfondi du problème des minorités afin que l'Organisation des Nations Unies puisse adopter des mesures efficaces de protection des minorités raciales, nationales, religieuses ou linguistiques" (résolution 217 C III).

15. Lors de sa cinquième session, la Commission des droits de l'homme a renvoyé cette demande de l'Assemblée générale à la Sous-Commission. En même temps, le mandat de la Sous-Commission a été étendu et elle a été habilitée "à entreprendre des études, notamment à la lumière de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et adresser des recommandations à la Commission des droits de l'homme sur la lutte contre les mesures discriminatoires de toute espèce prises en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, comme au sujet de la protection des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques".

16. La Sous-Commission a tenu trois sessions avec ce mandat élargi. Les rapports sur ses deuxième et troisième sessions ont été examinés simultanément par la Commission des droits de l'homme lors de sa sixième session. La Commission a transmis au Conseil une recommandation de la Sous-Commission tendant à inviter les gouvernements à fournir certains renseignements nécessaires à ses travaux : a) dans

le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires, et b) dans le domaine de la protection des minorités. Le Conseil a adopté, à ce sujet, la résolution 303 F (XI).

17. La Sous-Commission a pu disposer, lors de sa quatrième session, des renseignements fournis par trente-huit gouvernements (E/CN.4/Sub.2/122 et Add. 1 à 37).

18. A sa sixième session, la Commission des droits de l'homme a également transmis au Conseil économique et social un projet de résolution établi par la Sous-Commission sur les mesures à prendre dans le domaine de l'éducation pour lutter contre les mesures discriminatoires. Ce projet de résolution a été adopté, après amendement, par le Conseil (résolution 303 G (XI)).

19. D'autres propositions de la Sous-Commission, faites au cours de ses deuxième et troisième sessions et qui comprenaient notamment des articles à insérer dans le projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme, un projet de définition des minorités destiné à mettre l'Organisation en mesure d'assurer leur protection, et un projet de résolution sur les dispositions temporaires à adopter par les gouvernements en vue de permettre aux minorités reconnues de conserver leur patrimoine culturel lorsqu'elles le désirent, n'ont pas été examinées quant au fond au cours de la sixième session de la Commission des droits de l'homme. A la demande de la Commission, la Sous-Commission a réexaminé ces propositions au cours de sa quatrième session, en tenant compte des renseignements reçus des gouvernements en réponse à la demande mentionnée au paragraphe 16 ci-dessus.

20. A sa quatrième session, la Sous-Commission a formulé un certain nombre de suggestions sur les travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités. Le Secrétaire général passe en revue ces suggestions dans la deuxième partie du présent rapport, à l'exception de celles adressées à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/641, annexes I et II).

21. Lors de sa sixième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 532 B (VI) par laquelle, considérant "que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités constituent deux des plus importants aspects de l'oeuvre positive entreprise par l'Organisation des Nations Unies", elle a invité le Conseil : a) à autoriser la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à poursuivre ses travaux pour remplir sa mission, et notamment à tenir une session en 1952, et b) à prendre toutes les mesures concrètes nécessaires pour poursuivre, dans le cadre des Nations Unies, les travaux touchant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

22. Il convient d'attirer l'attention sur les documents ci-après qui contiennent des renseignements complémentaires sur les sujets traités dans le présent rapport :

- a) Notes sur les activités des organes des Nations Unies, autres que le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/5, 81, 83, 86 et 128);
- b) Document de travail sur les travaux futurs du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (A/C.4/L.147) ^{1/};

^{1/} Par sa résolution 565 VI, l'Assemblée générale a approuvé les dispositions proposées par le Comité en ce qui concerne ses travaux pour 1952. Ces dispositions prévoient l'étude des questions énumérées dans le document ci-dessus et notamment :

"Relations raciales, y compris un exposé de toutes les réglementations en vigueur qui établissent des distinctions sur le plan social entre les membres des diverses races, un exposé de la législation interdisant et sanctionnant les mesures de caractère discriminatoire et un exposé des mesures pratiques adoptées pour favoriser la collaboration entre les membres des diverses races lors de l'examen et de la solution de leurs problèmes sociaux particuliers".

- c) Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73 e) de la Charte (résolution 551 (VI) de l'Assemblée générale)^{1/};
- d) Rapport sur l'enseignement dans les territoires non autonomes, approuvé par la résolution 445 (V) de l'Assemblée générale (SR/TRI/SER.A/5/Add.2).^{2/}
- e) Questionnaire provisoire adopté par le Conseil de tutelle (T/44), Accords de tutelle (T/Accords/1 à 10) et parties pertinentes des rapports du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale (A/312, A/603, A/933, A/1306 et A/1856);
- f) Notes sur les activités de l'UNESCO dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/C.4/Sub.2/90, 121 et 121/Add.1)
- g) Notes sur les activités de l'Organisation internationale du travail dans ce domaine (E/CN.4/Sub.2/10, 93 et 141);
- h) Note sur les activités de l'Organisation mondiale de la santé dans ce domaine (E/CN.4/Sub.2/87);
- i) Note sur les activités de l'Organisation internationale pour les réfugiés dans ce domaine (E/CN.4/Sub.2/88);
- j) Notes d'organisations non gouvernementales sur les travaux à effectuer dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies :
 - a) Conseil consultatif d'organisations juives (E/CN.4/Sub.2/NGO.1);
 - b) Congrès juif mondial (E/CN.4/Sub.2/NGO.2).

1/ Le Schéma invite les Etats Membres intéressés à faire parvenir les renseignements les plus récents et les plus complets dont ils pourraient disposer sur les sujets prévus, qui comprennent :

"Droit de l'homme"

1. Description de la façon dont les droits de l'homme, selon les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, sont protégés par la loi, notamment :

- a) Principes et procédures en vigueur;
- b) Législation de base et sa mise en application ;
- c) Législation contre la discrimination.

2/ Ce rapport contient une section consacrée à l'égalité de traitement dans les questions relatives à l'enseignement.

I. RESULTATS DE L'ENQUETE A LAQUELLE LE SECRETAIRE GENERAL
A PROCEDE AUPRES DES ETATS MEMBRES

23. Par une note en date du 7 décembre 1951, le Secrétaire général a attiré l'attention des gouvernements de tous les Etats Membres des Nations Unies sur les passages de la résolution 414 (XIII) du Conseil relatifs aux travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités et il les a invités à lui faire connaître leur point de vue sur la question, dans le plus bref délai et, si possible, avant le 15 février 1952.

24. A la date du 15 mai, le Secrétaire général avait reçu, en dehors des simples accusés de réception, treize réponses détaillées.^{5/} Dans sa réponse, le Gouvernement national de la Chine a proposé que l'Organisation des Nations Unies élabore des règles précises pour empêcher les discriminations en matière d'immigration et de traitement des étrangers. Les réponses de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède contenaient des observations sur le rapport de la quatrième session de la Sous-Commission et sur les propositions que la Sous-Commission a formulées au sujet des travaux futurs de l'Organisation dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Le Gouvernement de l'Equateur a formulé des observations sur la décision de l'Assemblée générale invitant le Conseil économique et social à autoriser la Sous-Commission à poursuivre ses travaux, décision qu'il approuve en raisons des résultats obtenus par cette Sous-Commission. Le Gouvernement de l'Equateur s'est déclaré très satisfait de ces résultats et a fait observer que les travaux de la Sous-Commission avaient été extrêmement utiles, bien qu'elle ait eu à s'occuper de problèmes complexes et délicats. Le Gouvernement du Canada a déclaré que la

^{5/} Les réponses reçues après le 15 mai seront distribuées séparément.

décision de l'Assemblée générale (résolution 532 B (VI) lui paraissait rendre inutile l'exposé des vues des gouvernements, demandé par le Secrétaire général, et il n'a donc pas fait connaître les siennes. Le Gouvernement des Etats-Unis a déclaré qu'il n'exposait pas ses vues sur la question pour le moment, puisque le rapport de la quatrième session de la Sous-Commission devait être examiné par la Commission des droits de l'homme, à sa présente session. Il a ajouté que les Etats-Unis seraient disposés à faire connaître leur avis sur les travaux de la Sous-Commission à la quatorzième session du Conseil économique et social, lorsque ces travaux seraient examinés. Le Gouvernement français, après avoir noté avec satisfaction les efforts accomplis par la Sous-Commission au cours de sa quatrième session en vue de mener à bien les études entreprises, et après avoir rappelé la décision de l'Assemblée générale relative à la Sous-Commission, a indiqué qu'il serait, selon lui, souhaitable que la Commission des droits de l'homme, après avoir examiné le rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa quatrième session, s'attache à définir la nature des études qui pourraient être confiées à cet organisme. Le Gouvernement du Danemark a rappelé lui aussi la résolution 532 B (VI) et a déclaré que la note du Secrétaire général n'appelait pas d'autres observations de sa part. Les Gouvernements de l'Afrique du Sud, de la Colombie, du Luxembourg et des Pays-Bas, ont déclaré qu'ils n'avaient pas d'observations à faire sur cette question. On trouvera ci-dessous l'essentiel des réponses des Gouvernements de la Chine, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède :

25. Chine : "Les constitutions d'un grand nombre d'Etats contiennent un chapitre spécial sur la protection des minorités à l'intérieur de leurs frontières; d'autres Etats organisent cette protection dans des textes législatifs formels. Ces dispositions sont souvent effectivement appliquées. On peut constater toutefois que, dans les relations entre Etats, on tolère fréquemment ou même on encourage les pratiques discriminatoires entre membres de groupes ethniques différents ou entre personnes de nationalités différentes. Cela est particulièrement frappant lorsqu'il s'agit d'immigration ou de traitement des étrangers. Il arrive

fréquemment que des gouvernements imposent des restrictions d'un caractère discriminatoire injustifié lorsqu'ils fixent des contingents d'immigration ou des contingents établis sur une base géographique, ou encore en ce qui concerne le droit de propriété ou l'emploi des étrangers. Ces mesures sont absolument contraires aux principes fondamentaux et à l'esprit de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

"Le Gouvernement chinois propose en conséquence que la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies établisse des règles précises pour lutter contre les mesures discriminatoires en matière d'immigration et de traitement des étrangers. Ces principes devraient être incorporés dans une résolution que l'Assemblée générale des Nations Unies adopterait sur la recommandation du Conseil économique et social. Dans cette résolution, l'Assemblée générale devrait inviter les Etats, Membres ou non des Nations Unies à procéder à une étude minutieuse de leurs traités et lois concernant l'immigration, ainsi que de tous textes législatifs ou réglementaires relatifs au traitement des étrangers, et à modifier comme il convient toutes dispositions qui impliquent un traitement discriminatoire ou différent de manière, que tous, quelle que soit leur race ou leur nationalité, bénéficient d'un traitement vraiment juste et équitable et de manière à mettre un terme à toutes les discriminations artificielles et injustifiables, pratiquées sous des prétextes divers. Ces mesures favoriseraient les relations pacifiques entre les peuples du monde."

26. Inde : "La Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social devraient examiner les recommandations contenues dans le rapport de la quatrième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, de manière à leur donner suite toutes les fois que cela est souhaitable et nécessaire. La Commission des droits de l'homme devrait étudier la question de savoir s'il ne faudrait pas insérer dans le projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme les dispositions proposées par la

Sous-Commission dans l'annexe II du document E/CN.4/641. Elle devrait examiner également s'il serait souhaitable de mettre en oeuvre la résolution J de la Sous-Commission. Les autres propositions de la Sous-Commission devraient être inscrites à l'ordre du jour du Conseil, qui prendrait à leur sujet les décisions appropriées".

27. Nouvelle-Zélande : "On se souviendra que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dans le programme de travaux qu'elle a préparé à sa quatrième session, a proposé que la Commission des droits de l'homme prenne certaines mesures dans ces domaines. Il semble souhaitable que la Commission des droits de l'homme examine ces propositions lorsqu'elle étudiera le projet de pacte relatif aux droits de l'homme en 1952. En conséquence, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande estime que le Conseil économique et social pourrait, pour le moment, se borner à prier la Commission des droits de l'homme de procéder à un examen général de la question de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités lorsqu'elle étudiera le projet de pacte relatif aux droits de l'homme, et de faire connaître toute mesure qu'il pourrait y avoir lieu de prendre dans le cadre du pacte."

28. Suède : "Le Gouvernement suédois considère que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités ont une très grande importance pour la paix du monde et le bien-être des populations intéressées; aussi appuiera-t-il toujours les mesures que les Nations Unies pourraient prendre dans ce domaine, si ces mesures paraissent devoir donner des résultats intéressants. Il lui paraît cependant extrêmement douteux qu'un organisme tel que la Sous-Commission soit en mesure, tout au moins pour le moment, de s'acquitter avec succès des tâches qui lui sont confiées. Cette critique ne s'adresse pas aux membres de la Sous-Commission, dont la grande compétence ne saurait être mise en doute; il s'agit plutôt de la méthode qui a inspiré la création de cette Sous-Commission. Le Gouvernement de la Suède a donc pensé que le Conseil économique et social était fondé à interrompre l'activité de la Sous-Commission et, comme on s'en souvient, il s'est prononcé en faveur de la résolution du Conseil.

"Il a pensé, d'autre part, qu'il conviendrait de rechercher une méthode qui permette d'agir d'une manière plus positive dans ce domaine. Le Gouvernement de la Suède n'a pas l'intention d'exprimer ici une opinion définitive sur la question, mais il voudrait proposer l'examen de certaines méthodes selon lesquelles le problème pourrait être abordé.

"1. L'étude des principes et des définitions devrait incomber surtout à la Commission des droits de l'homme qui ne doit pas perdre de vue la question importante de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités lorsqu'elle achèvera l'élaboration du projet de Pacte.

"2. Il est admis depuis longtemps que l'éducation crée ou renforce les préjugés contre les minorités raciales ou ethniques et que les écoles, elles-mêmes, par leur enseignement de l'histoire par exemple, peuvent contribuer à créer des préjugés ou à les perpétuer. On pourrait rechercher s'il est possible de prendre, dans le domaine de l'éducation, des mesures qui permettraient d'améliorer les rapports entre les groupes raciaux ou autres. Cette question relève de la compétence de l'UNESCO qui a déjà entrepris des travaux dans ce domaine.

"3. Pour préparer le terrain en vue de réformes plus positives, on pourrait entreprendre une étude objective de la situation qui règne dans diverses parties du monde. L'étude de cette question serait grandement facilitée si l'on disposait d'une liste des divers programmes de recherches que les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux ont déjà mis en oeuvre où élaborent actuellement.^{6/}

^{6/} A ce sujet, le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil sur le Répertoire des travaux d'ordre économique et social publié annuellement depuis 1949. Ce répertoire énumère, décrit et classe les travaux que les Secrétariats des Nations Unies et des institutions spécialisées ont entrepris dans les domaines économique et social conformément aux résolutions 128 (VI) et 259 (IX) du Conseil. Tous les projets concernant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités sont indiqués dans l'index général de ce répertoire. Toutefois, pour donner suite à la proposition du Gouvernement de la Suède, le Secrétariat préparera et fera distribuer séparément une liste récapitulative complète des programmes de recherches dans ces domaines.

Lorsque l'on élaborera de nouveaux programmes de recherches, il faudra se demander s'il ne serait pas préférable de laisser une entière liberté d'action à des experts reconnus des questions sociales, qui dirigeraient les recherches et seraient attachés aux Secrétariats des Nations Unies ou des institutions spécialisées, plutôt que de confier les études à des Comités spéciaux.

"Il ne faut pas oublier que la tâche est lourde et complexe et que l'on risquerait fort d'aboutir à un échec si l'on voulait obtenir trop en peu de temps. Il faudra certainement subdiviser les questions à étudier; certains de leurs aspects pourraient être traités au cours des quelques années à venir, mais il faudra peut-être différer l'examen d'autres aspects. De toute manière, il ne faut pas élaborer des projets dans ce sens avant que le Conseil ait eu l'occasion d'étudier l'idée générale qui a inspiré ces suggestions.

"Pour ce qui est de l'alinéa a) de la résolution 414 (XIII), le Gouvernement de la Suède estime que la question des méthodes à employer pour aborder le problème de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités devrait être étudiée à la prochaine session du Conseil. Les décisions prises à la quatorzième session détermineront en partie la nature des questions à étudier aux sessions suivantes.

"En ce qui concerne l'alinéa b) le Gouvernement de la Suède estime qu'en plus des renseignements contenus dans les réponses des gouvernements et des institutions spécialisées, et des propositions du Secrétaire général au Conseil, il serait utile de disposer d'une liste des programmes de recherches positives que les divers organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux ont déjà mis ou envisagent de mettre en oeuvre; cette liste devrait indiquer également les mesures prises par l'UNESCO pour combattre les préjugés raciaux et les autres préjugés analogues.

"Pour ce qui est de l'alinéa c) le Gouvernement de la Suède espère que les propositions dont il vient de suggérer l'examen aideront à trouver un point de départ pour les débats qui doivent avoir lieu à la prochaine session du Conseil.

Il espère également que ces débats permettront au Conseil de décider dans quelles conditions il pourrait être appelé à continuer à s'acquitter de ses tâches dans ce domaine.

29. Le Secrétaire général voudrait également appeler l'attention du Conseil sur le document E/CN.4/Sub.2/NGO.2, dans lequel le Congrès juif mondial, organisation non gouvernementale jouissant du statut consultatif de la catégorie B, a fait observer à la Sous-Commission qu'il serait peut-être bon que le Conseil inscrive les questions suivantes à l'ordre du jour d'une prochaine session, ces questions présentant un intérêt immédiat et appelant d'urgence une solution ^{7/} :

1. Mesures discriminatoires dans la réglementation relative à l'immigration.
2. Mesures discriminatoires restreignant le droit de libre circulation.
3. Mesures discriminatoires relatives à l'admission des membres de certains groupes religieux et ethniques dans les établissements d'enseignement, et particulièrement dans les écoles supérieures et les universités.
4. Mesures internationales de protection des droits des minorités dans les Etats nouvellement établis.

^{7/} A ce sujet, le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil sur les documents relatifs aux territoires non autonomes énumérés au paragraphe 22 ci-après.

30. Résumé : Les propositions que les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont formulées jusqu'à ce jour sont les suivantes :

a) Questions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités qui devraient être inscrites à l'ordre du jour du Conseil pour ses prochaines sessions.

Inde : Il conviendrait d'inscrire les propositions de la Sous-Commission, autres que celles qui sont destinées à la Commission des droits de l'homme, à l'ordre du jour du Conseil, pour qu'il prenne les mesures nécessaires.

Nouvelle-Zélande : Le Conseil économique et social pourrait, pour le moment, se borner à prier la Commission des droits de l'homme de procéder à un examen général de la question de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, lorsqu'elle étudiera le projet de pacte relatif aux droits de l'homme, et de faire connaître toute mesure qu'il pourrait y avoir lieu de prendre dans le cadre du pacte.

Suède : La question des méthodes à employer pour aborder le problème de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités devrait être étudiée à la prochaine session du Conseil. Les décisions prises à la quatorzième session détermineront en partie la nature des questions à étudier aux sessions suivantes.

Congrès mondial juif

1. Mesures discriminatoires dans la réglementation relative à l'immigration.
2. Mesures discriminatoires restreignant le droit de libre circulation.
3. Mesures discriminatoires relatives à l'admission des membres de certains groupes religieux et ethniques dans les établissements d'enseignement, et particulièrement dans les écoles supérieures et les universités.

4. Mesures internationales de protection des droits
des minorités dans les Etats nouvellement établis.

b) Méthodes à suivre en vue de l'étude préalable des questions mentionnées ci-dessus et de l'élaboration des rapports de base devant permettre une discussion utile devant le Conseil.

Suède : En plus des renseignements contenus dans les réponses des gouvernements et des institutions spécialisées, et des propositions du Secrétaire général au Conseil, il serait utile de disposer d'une liste des programmes de recherches positives que les divers organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux ont déjà mis ou envisagent de mettre en oeuvre; cette liste devrait indiquer les mesures prises par l'UNESCO pour combattre les préjugés raciaux et les autres préjugés analogues.^{8/}

c) Conditions dans lesquelles le Conseil pourrait être appelé à continuer à s'acquitter de ses tâches en matière de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités :

Chine : Le Gouvernement chinois propose que la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies établisse des règles précises pour lutter contre les mesures discriminatoires en matière d'immigration et de traitement des étrangers. Ces principes devraient être incorporés dans une résolution que l'Assemblée générale des Nations Unies adopterait, sur la recommandation du Conseil économique et social. Dans cette résolution, l'Assemblée générale devrait inviter les Etats Membres ou non des Nations Unies à procéder à une étude minutieuse de leurs traités et lois concernant l'immigration, ainsi que de tous textes législatifs ou réglementaires relatifs au traitement des

^{8/} Voir la note relative au paragraphe 28.

étrangers, et à modifier comme il convient toutes dispositions qui impliquent un traitement discriminatoire ou différent de manière que tous, quelle que soit leur race ou leur nationalité, bénéficient d'un traitement vraiment juste et équitable et de manière à mettre un terme à toutes les discriminations artificielles et injustifiables, pratiquées sous des prétextes divers.

Suède : Le Gouvernement suédois espère que les propositions dont il a suggéré l'examen aideront à trouver un point de départ pour les débats qui doivent avoir lieu à la prochaine session du Conseil. Il espère également que ces débats permettront au Conseil de décider de quelle manière il doit poursuivre l'exécution de sa tâche dans ce domaine.

II EXPOSE DES PROPOSITIONS FORMULEES PAR LA SOUS-COMMISSION AU COURS DE SA QUATRIEME SESSION

31. Dans son rapport sur sa quatrième session, la Sous-Commission a adressé à la Commission des droits de l'homme plusieurs recommandations (E/CN.4/641, Annexes I et II) qui ont été inscrites à l'ordre du jour de la huitième session de la Commission. Certaines de ces recommandations concernent les travaux futurs touchant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

32. La Sous-Commission a également présenté d'autres propositions concernant les travaux futurs, tant au Secrétaire général qu'au Conseil économique et social et à l'Organisation des Nations Unies. Ces propositions sont exposées ci-après.

Propositions de la Sous-Commission au Secrétaire général

PROPOSITION A

33. La Sous-Commission a proposé^{9/} (par 5 voix contre 4, avec 2 abstentions) "que le Secrétaire général examine périodiquement toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes subsidiaires, vérifie que

^{9/} E/CN.4/641, page 36.

ces activités sont en concordance avec le principe de non-discrimination et fasse rapport sur ce point à l'Assemblée, afin de veiller à ce que le principe de la non-discrimination soit bien compris et appliqué sans réserve."

34. Le Secrétaire général a réservé sa position à l'égard de cette proposition, au moment où la question a été examinée par la Sous-Commission. En effet, le Secrétaire général estime qu'il ne lui appartient pas d'exercer les fonctions que la Sous-Commission voudrait lui confier. Aux termes des règlements intérieurs des divers organes des Nations Unies, le Secrétaire général ou son représentant peut présenter des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen; il peut donc, le cas échéant, attirer l'attention desdits organes sur le principe de la non-discrimination, lorsque ce principe ne semble pas avoir été respecté.

PROPOSITION B

35. La Sous-Commission a proposé 10/ (par 7 voix contre 4 sans abstention) "que le Secrétaire général étudie s'il serait possible et souhaitable de rédiger des dispositions-types, concernant la non-discrimination, qui pourraient être utilisées par l'Organisation des Nations Unies ou sous ses auspices lors de l'élaboration de dispositions constitutionnelles, en particulier dans le cas de la création de nouveaux Etats."

36. En ce qui concerne cette proposition, le Secrétaire général désire attirer l'attention du Conseil sur le fait que des clauses concernant la non-discrimination ont été insérées dans divers instruments, tels qu'accords de tutelle, constitutions ou statuts, élaborés par l'Organisation des Nations Unies ou sous ses auspices. L'expérience a montré que ces clauses, qui présentent certains traits essentiels communs, diffèrent cependant à plusieurs égards, du fait des conditions locales. On peut estimer souhaitable de communiquer, comme modèles, les clauses concernant la non-discrimination, figurant dans les instruments existants, aux organes ou aux autorités qui seront appelés à élaborer des dispositions analogues, que ce soit ou non sous les auspices des Nations Unies, afin de faciliter la tâche desdits organes ou autorités. En conséquence, le Secrétaire général propose de modifier comme suit le texte de la proposition B :

Proposition B (texte remanié)

[Il est proposé] "Que le Conseil fasse en sorte que toutes les dispositions concernant la non-discrimination, formulées par les organes des Nations Unies ou sous leurs auspices, soient réunies en un recueil constamment mis à jour, qui pourrait être consulté et utilisé comme guide, lors de l'élaboration de dispositions constitutionnelles ou statutaires, en particulier dans le cas de la création de nouveaux Etats."

Propositions de la Sous-Commission au Conseil économique et social

PROPOSITION C

37. A l'unanimité, la Sous-Commission a décidé de soumettre la proposition suivante 11/ au Conseil économique et social :

[Il est proposé] "Que le Conseil économique et social recommande à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'incorporer à tout instrument international auquel ils deviendraient parties des garanties appropriées contre toute violation du principe de la non-discrimination, tel qu'il est posé dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme."

Le Secrétaire général n'a aucune observation à formuler sur cette proposition.

PROPOSITION D

38. A l'unanimité, la Sous-Commission a décidé de proposer 12/ "Que le Conseil économique et social recommande que, lors de l'élaboration de tous traités internationaux qui porteraient création d'Etats nouveaux ou traceraient de nouvelles frontières entre les Etats, on s'attache tout particulièrement à protéger les minorités nouvelles qui se trouveraient constituées de ce fait."

39. Il convient de noter que la création de nouveaux Etats ou l'établissement de nouvelles frontières entre les Etats ne donne pas toujours lieu à l'élaboration de traités internationaux, mais résulte, dans certains cas, de décisions d'organes internationaux (comme par exemple dans le cas de la Libye) ou de lois organiques promulguées par les gouvernements (comme dans le cas de l'Inde, du Pakistan et de la Birmanie). C'est pourquoi le Secrétaire général propose de remplacer les mots "traités internationaux" par les mots "de tous traités internationaux, de toutes décisions d'organes internationaux ou de tous autres

11/ E/CN.4/641, page 34.

12/ E/CN.4/641, page 34.

instruments." En conséquence, le Secrétaire général propose de modifier comme suit la proposition D :

Proposition D (texte remanié)

[Il est proposé] "Que le Conseil économique et social recommande que, lors de l'élaboration de tous traités internationaux, de toutes décisions d'organes internationaux ou de tous autres instruments qui porteraient création d'Etats nouveaux ou traceraient de nouvelles frontières entre les Etats, on s'attache tout particulièrement à protéger les minorités nouvelles qui se trouveraient constituées de ce fait."

PROPOSITION E

40. La Sous-Commission a proposé 13/ (par 8 voix contre 3, avec 1 abstention)

"Que le Conseil économique et social prenne les dispositions nécessaires en vue de l'élaboration d'une convention internationale pour la protection des minorités."

41. Au sujet de cette proposition, le Secrétaire général rappelle au Conseil que l'Assemblée générale, dans la résolution 217 C(III), a prié le Conseil "d'inviter la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à procéder à un examen approfondi du problème des minorités, afin que l'Organisation des Nations Unies puisse adopter des mesures efficaces de protection des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques". Etant donné les résultats atteints jusqu'ici, le Secrétaire général est d'avis qu'il serait prématuré de décider s'il convient ou non de prendre des dispositions en vue d'élaborer une convention internationale pour la protection des minorités.

42. En outre, le Secrétaire général signale à l'attention du Conseil l'opinion exprimée par le Conseil consultatif d'organisations juives, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B, selon laquelle la Sous-Commission ne devrait négliger aucun effort "pour étudier toutes les mesures préventives ou de réparation contre l'oppression des minorités, qui peuvent découler expressément ou implicitement des dispositions du Pacte relatif aux droits de l'homme, avant d'aborder l'examen d'accords séparés, supplémentaires ou multilatéraux pour la protection de ces minorités." (E/CN.4/Sub.1/NGO/1, page 4)

PROPOSITION F

43. La Sous-Commission (par 11 voix contre 1) a décidé de soumettre la proposition suivante ¹⁴⁾ au Conseil économique et social : [Il est proposé]

"Que le Conseil économique et social recommande aux Gouvernements des Etats Membres des Nations Unies de revoir leur législation nationale et leurs méthodes administratives en vue de supprimer toutes les mesures discriminatoires qui existeraient dans les territoires sur lesquels s'exerce leur autorité et de prendre des mesures efficaces en vue de protéger les minorités, s'il en existe, dans ces territoires."

44. Compte tenu des opinions exprimées au cours de la discussion générale, à la Sous-Commission, le Secrétaire général croit comprendre que le membre de phrase "les territoires sur lesquels s'exerce leur autorité" vise à désigner tous les territoires, c'est-à-dire, les pays métropolitains aussi bien que les territoires non autonomes dont la métropole est responsable. Il voudrait signaler que des résolutions conçues dans le même esprit, du moins en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires dans les territoires sous tutelle, ont déjà été adoptées par l'Assemblée générale (résolution 324 (IV)) et par le Conseil de tutelle (résolution 127 (VI)).

PROPOSITION G

45. La Sous-Commission a proposé ¹⁵⁾ (par 8 voix contre 2, avec 2 abstentions)

"Que le Conseil économique et social recommande aux Gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'ils encouragent la création de comités nationaux et locaux composés de personnes hautement qualifiées, et notamment de membres des minorités s'il en existe, qui étudieraient et vérifieraient à quel point les mesures discriminatoires fondées sur la race, la nationalité, la religion ou la langue peuvent exister en droit ou en fait dans les territoires où s'exerce leur autorité et recommanderaient à leurs gouvernements les mesures d'ordre juridique, scolaire et autre qui seraient propres à supprimer des mesures discriminatoires et à en empêcher le retour."

14) E/CN.4/641, page 35.

15) E/CN.4/641, page 35.

46. A ce sujet, le Secrétaire général attire l'attention du Conseil sur le fait qu'un point intitulé "Comités locaux des droits de l'homme" [ou groupes d'information] figure à l'ordre du jour de la présente (huitième) session de la Commission des droits de l'homme et qu'il a soumis à cette Commission certaines observations relatives aux fonctions que ces comités ou groupes pourraient exercer (E/CN.4/519). Le Secrétaire général a également attiré l'attention de la Commission sur la proposition G ci-dessus de la Sous-Commission (E/CN.4/519/Add.1).

Autres propositions de la Sous-Commission

PROPOSITION H

47. La Sous-Commission a recommandé ¹⁶⁾ (par 10 voix contre 2) "une action rapide en ce qui concerne les mesures internationales de protection énoncées dans la recommandation précédente (II, recommandation 1)".

48. La recommandation 1 de la partie II de la résolution de la Sous-Commission, relative aux travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies (E/CN.4/641, page 40) traite de la protection particulière que les Nations Unies doivent accorder au droit des minorités à employer leur propre langue, et expose les mesures à prendre à cette fin. La Sous-Commission a soumis des recommandations analogues à ce sujet, dans les rapports qu'elle a présentés à la Commission des droits de l'homme sur ses deuxième, troisième et quatrième sessions. La question est maintenant inscrite à l'ordre du jour de la présente (huitième) session de la Commission. La proposition R du Secrétaire général, (voir partie III) traite également de la question de la protection des traditions linguistiques et des caractéristiques des minorités.

PROPOSITION I

49. La Commission a décidé ¹⁷⁾ (par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions) de recommander "une action rapide et constante, tenant compte notamment des résultats des enquêtes de l'UNESCO relatives aux problèmes raciaux et autres tensions sociales, pour favoriser l'action éducatrice destinée à réduire les préjugés des minorités et les préjugés à leur égard."

16) E/CN.4/641, page 43.

17) E/CN.4/641, page 43.

50. En ce qui concerne cette recommandation, le Secrétaire général désire rappeler au Conseil qu'il collabore depuis quelque temps avec l'UNESCO, conformément aux résolutions 116 B (VI) et 313 G (XI) du Conseil, en vue de favoriser l'action éducatrice destinée à réduire les préjugés. Le Secrétaire général désire également affirmer qu'il poursuivra cette collaboration. Il a attiré l'attention de l'UNESCO sur le fait que la Sous-Commission a exprimé le voeu que cette action éducatrice tende à "réduire les préjugés des minorités et les préjugés à leur égard."

PROPOSITION J

51. A l'unanimité, la Sous-Commission a recommandé¹⁸⁾ "un encouragement à l'amélioration des dispositions prises sur le plan national pour assurer la protection des minorités et la multiplication, en la matière, des instruments internationaux d'application locale, encouragement qui consisterait à consacrer une section spéciale d'un prochain Annuaire des droits de l'homme à des exemples de dispositions en vigueur dans ces deux domaines, et à tenir cette section à jour dans les Annuaires qui suivront."

52. Conformément à la résolution 303 H (XI) du Conseil, le Secrétaire général a tracé un plan des futurs annuaires des droits de l'homme (E/CN.4/522, Annexe A). A sa quatrième session, la Sous-Commission a pris acte de ce plan et, à l'unanimité, elle a exprimé le désir de voir les renseignements relatifs aux droits ou groupes de droits, qui intéressent directement les travaux de la Sous-Commission, figurer dans les futurs annuaires des droits de l'homme sous une forme aussi complète que possible (E/CN.4/641, paragraphe 46). La Commission des droits de l'homme doit examiner le plan du Secrétaire général à propos de l'examen du point "Annuaire des droits de l'homme", qui figure à l'ordre du jour de sa présente (huitième) session.

PROPOSITION K

53. La Sous-Commission a recommandé¹⁹⁾ (par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions) "la rédaction de clauses-types destinées à figurer dans les instruments internationaux relatifs à la protection des minorités, et visant notamment à garantir la protection des droits des minorités dans les Etats nouvellement créés."

18) E/CN.4/641, page 43.

19) E/CN.4/641, page 43.

54. On a déjà fait observer, à propos de la proposition B concernant la rédaction de clauses-types relatives à la non-discrimination, que ces clauses, tout en présentant certains traits essentiels communs, diffèrent à plusieurs égards du fait des conditions locales. Cela est encore plus vrai pour les clauses relatives à la protection des minorités.

54. On a déjà fait observer, à propos de la proposition B concernant la rédaction de clauses-types relatives à la non-discrimination, que ces clauses, tout en présentant certains traits essentiels communs, diffèrent à plusieurs égards du fait des conditions locales. Cela est encore plus vrai pour les clauses relatives à la protection des minorités.

55. A ce sujet, le Secrétaire général désire rappeler au Conseil qu'un certain nombre de clauses touchant à la protection des minorités figurent dans des instruments relatifs à la protection des minorités rédigés sous les auspices de la Société des Nations. Les organes des Nations Unies ont également élaboré des clauses analogues à propos de la question de Palestine et du sort des anciennes colonies italiennes.

56. Comme dans le cas des clauses relatives à la non-discrimination, il pourra être utile de communiquer, comme modèles, les clauses concernant la protection des minorités, actuellement en vigueur, aux organes ou autorités qui seront appelés à élaborer des clauses destinées à figurer dans tout instrument international qui pourrait traiter de la protection des minorités, notamment lorsqu'il s'agit de protéger les droits des minorités dans les Etats nouvellement créés et d'assurer la protection des minorités après la délimitation de nouvelles frontières entre les Etats.

En conséquence, le Secrétaire général propose de modifier comme suit la proposition K :

Proposition K (texte remanié)

Il est proposé que le Conseil fasse en sorte que toutes les dispositions en vigueur, concernant la protection des minorités, soient réunies en un recueil, constamment mis à jour, qui pourrait être consulté et utilisé comme guide lors de l'élaboration de clauses destinées à figurer dans les instruments internationaux qui traitent de la protection des droits des minorités, notamment lorsqu'il s'agit de protéger les droits des minorités dans les Etats nouvellement créés et d'assurer la protection des minorités après la délimitation de nouvelles frontières entre les Etats.

PROPOSITION L

57. La Sous-Commission a recommandé ²⁰⁾ (par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions) "la création, dans le cadre général de la mise en vigueur du Pacte international relatif aux droits de l'homme, d'un dispositif international directement accessible aux minorités, de manière à faire disparaître la menace contre la paix qui pourrait naître de ce qu'une minorité ne peut actuellement porter sa cause devant l'Organisation des Nations Unies qu'en faisant appel aux bons offices d'un Gouvernement étranger."

58. Cette recommandation, qui concerne les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les mesures de mise en oeuvre - question inscrite à l'ordre du jour de la présente (huitième) session de la Commission des droits de l'homme - a été portée à l'attention de la Commission.

20) E/CN.4/641, page 43.

III. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES DU SECRETAIRE GENERAL
PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET A LA PROTECTION DES MINORITES

1. Compilation de renseignements concernant la lutte contre les mesures
discriminatoires et à la protection des minorités.

59. Conformément aux dispositions de la résolution 303 F (XI) du Conseil, le Secrétaire général a fait distribuer jusqu'ici les renseignements relatifs à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités reçus de trente-huit pays (voir Introduction, paragraphe 17).

60. Lorsque la Sous-Commission a examiné ces renseignements à sa quatrième session, on a émis l'avis qu'ils étaient insuffisants, puisque tous les Gouvernements n'avaient pas répondu et que, dans certains cas, les renseignements fournis étaient incomplets. La Sous-Commission a exprimé l'espoir que les Gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait, fourniraient des renseignements aussitôt que possible. Elle a aussi manifesté le désir de voir tous les Gouvernements compléter régulièrement les renseignements qu'ils ont déjà fournis, de façon que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies puissent les utiliser lorsqu'ils traitent de questions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités (E/CN.4/641, paragraphe 35).

61. Le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil sur le fait que la demande de renseignements formulée dans la résolution 303 F (XI) est conçue en termes généraux et que, si le Conseil décide qu'il faut réunir des renseignements supplémentaires, les Gouvernements pourraient plus facilement fournir les renseignements demandés si on leur envoyait un questionnaire-type.

62. On se souviendra qu'au cours des débats que l'Assemblée générale, à ses cinquième et sixième sessions, a consacrés aux projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux mesures de mise en oeuvre, certaines délégations ont exprimé l'opinion que tous les Etats Membres, parties ou non aux futurs pactes, devraient être invités à faire rapport périodiquement sur le respect des droits énoncés dans ces Pactes. On a pensé que l'Assemblée générale

ou le Conseil économique et social pourrait adresser à ces Etats une recommandation leur demandant de présenter des rapports. La Commission des droits de l'homme est actuellement saisie de cette question, puisque certains points de l'ordre du jour de la présente (huitième) session de cette Commission concernent les rapports annuels sur les droits de l'homme et l'institution par les Pactes relatifs aux droits de l'homme d'un système de rapports périodiques.

63. L'Assemblée générale, dans sa résolution 532 B (VI) a souligné "l'importance primordiale que présentent l'application et la mise en vigueur complètes du principe de non-discrimination ..., application et mise en vigueur qui devraient constituer l'objectif principal de l'oeuvre de tous les organes et de toutes les institutions des Nations Unies" et a considéré "que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités constituent deux des plus importants aspects de l'oeuvre positive entreprise par l'Organisation des Nations Unies." En conséquence, le Conseil désirera peut-être recommander à l'Assemblée générale de fixer dès maintenant une procédure spéciale pour la présentation de rapports périodiques sur tous les droits et toutes les libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou sur ceux de ces droits et libertés que le Conseil pourrait énumérer à cette fin, ainsi que sur toutes les mesures spéciales prises en vue de protéger les minorités là où il en existe. Le Conseil souhaitera peut-être aussi recommander aux Etats Membres de prêter leur concours à cette fin. Pour empêcher tout chevauchement éventuel, il faudrait tenir compte, dans cette procédure, des dispositions applicables actuellement aux Territoires sous tutelle ou non autonomes et combiner, évidemment, ladite procédure à toute autre disposition de caractère général qui pourrait être adoptée ultérieurement pour les rapports sur la mise en oeuvre des droits de l'homme. Etant donné toutefois qu'un certain temps peut s'écouler avant qu'on ne puisse élaborer et appliquer une procédure générale pour l'établissement des rapports sur les droits de l'homme, le Secrétaire général présente la proposition suivante :

PROPOSITION M

Il est proposé :

- a) Que le Conseil étudie s'il faut continuer de réunir les renseignements prévus par la résolution 303 F (XI) et relatifs à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités, et tenir ces renseignements à jour;
- b) Que le Conseil, s'il décide qu'il le faut, prenne les dispositions appropriées à cette fin;
- c) Que le Conseil, s'il décide qu'il est souhaitable de réunir des renseignements supplémentaires, examine en outre s'il doit recommander à l'Assemblée générale de fixer dès à présent, en tenant compte des dispositions déjà applicables aux territoires sous tutelle et non autonomes, une procédure spéciale pour la présentation de rapports périodiques sur les dispositions prises pour lutter contre les mesures discriminatoires touchant tous les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que sur les dispositions prises en vue de protéger les minorités là où il en existe;
- d) Que pour la compilation de tous renseignements supplémentaires, le Conseil fasse établir, pour la commodité des gouvernements, un questionnaire type contenant notamment des questions sur les points suivants :

A. Lutte contre les mesures discriminatoires

- i) La jouissance de tous les droits et libertés (ou de certains droits et libertés déterminés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme est-elle accordée à tous sans discrimination ?
- ii) Si la jouissance de l'un quelconque de ces droits ou libertés n'est pas également accordée à tous, quelle est la raison ou la justification de cette distinction ?

B. Protection des minorités

- i) Existe-t-il dans le pays des minorités qu'il faut protéger autrement que par l'application du principe de la non-discrimination ?
- ii) Dans l'affirmative, quelles sont les mesures législatives, administratives et autres prises pour assurer la protection de ces minorités ?

2. Avis autorisés à fournir aux gouvernements en vue de faire disparaître les préjugés ou les mesures discriminatoires et de protéger les minorités

64. Aux termes de la résolution 222 A (IX) du Conseil économique et social, les diverses organisations participant aux programmes d'assistance technique doivent aider les gouvernements qui désirent apporter dans le domaine social les améliorations particulières nécessaires pour permettre un développement économique efficace et pour atténuer les difficultés d'ordre social que risquent de susciter les transformations économiques. En vertu des arrangements existants relatifs à l'assistance technique et notamment des dispositions de la résolution 222 A (IX) du Conseil, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées participantes, peuvent, à la demande des gouvernements, fournir une assistance technique dans de nombreux domaines, tels que les finances publiques et la politique fiscale, l'administration publique, les services sociaux et le progrès social, les mesures à prendre pour améliorer la condition des minorités et des populations autochtones, les problèmes relatifs à l'emploi des femmes et des jeunes travailleurs, l'élaboration d'une politique des salaires, les problèmes de main-d'oeuvre et les problèmes sociaux des populations indigènes, la protection de la culture locale, l'enseignement de base et l'enseignement des adultes, l'enseignement de l'hygiène, etc..

65. Le Conseil a déclaré que les organisations participantes, en décidant s'il y a lieu de prêter leur concours pour répondre à des demandes d'assistance, devront s'inspirer uniquement de la Charte des Nations Unies, des principes du programme d'assistance technique des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Les concours envisagés devront tendre à accroître la productivité des ressources humaines et matérielles et à assurer une répartition large et équitable des avantages qui résultent de cet accroissement de la productivité, afin de contribuer à une élévation des niveaux de vie pour les populations dans leur ensemble. Le Conseil a en outre souligné que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, lorsqu'elles fourniront une assistance technique, devront dûment tenir compte des conditions sociales qui affectent directement le développement économique des pays intéressés.

66. Dans certains pays où la population est hétérogène, les tensions provoquées par les préjugés et les mesures discriminatoires ainsi que l'insécurité qui en résulte peuvent ralentir le rythme du développement économique et entraver fortement l'accroissement de la production des richesses, si nécessaire au relèvement des niveaux de vie. Dans les pays où cette situation existe et où les gouvernements cherchent à lutter contre les obstacles qui s'opposent au développement économique et social, ces gouvernements peuvent, dans le cadre des dispositions existantes, présenter des demandes d'assistance technique pour les mesures destinées à faire disparaître les préjugés ou la discrimination ou à protéger les minorités. Il peut être opportun de donner aux gouvernements l'assurance que de telles demandes d'assistance technique seront examinées avec bienveillance par les organisations participantes.

67. Il est cependant possible que le Conseil estime qu'il peut se présenter des cas qui sortent du cadre du programme actuel d'assistance technique, notamment quand les gouvernements veulent apporter des réformes qui n'ont pas directement trait au développement économique, mais dans lesquels il serait néanmoins souhaitable que les Nations Unies accueillent favorablement les demandes d'avis techniques sans se préoccuper ni du développement économique du pays intéressé ni du point de savoir si les mesures discriminatoires à combattre sont la cause ou la conséquence de la situation économique.

68. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 66 de la Charte, le Conseil économique et social peut, avec l'approbation de l'Assemblée générale, rendre les services qui lui seraient demandés par des Membres de l'Organisation ou par des institutions spécialisées. On pourrait demander à l'Assemblée générale une autorisation, conçue en termes généraux, qui permettrait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'aider les gouvernements des Etats Membres qui en font la demande, en leur fournissant des avis autorisés et d'autres services en vue de faire disparaître les préjugés ou les mesures discriminatoires et de protéger les minorités. Cette aide pourrait comprendre entre autres des avis autorisés touchant l'élaboration de dispositions législatives et la création d'organes administratifs et judiciaires, ainsi que des programmes éducatifs visant à combattre les préjugés et les mesures discriminatoires. En conséquence, le Secrétaire général soumet au Conseil les propositions suivantes :

PROPOSITION N

a) Il est proposé que, fidèle à l'esprit des dispositions des résolutions établissant les programmes d'assistance technique, le Conseil économique et social recommande aux organisations participant à ces programmes d'accueillir avec bienveillance les demandes d'assistance technique que les gouvernements pourraient présenter au sujet des dispositions visant à faire disparaître les préjugés ou les mesures discriminatoires, ou à protéger les minorités.

b) Il est en outre proposé que le Conseil économique et social demande à l'Assemblée générale d'approuver une résolution autorisant le Secrétaire général à fournir, sur la demande des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des avis techniques autorisés et d'autres services afin d'aider les gouvernements de ces Etats à faire disparaître les préjugés ou les mesures discriminatoires ou à protéger les minorités. Les services en question pourraient comprendre, entre autres, des avis techniques autorisés touchant l'élaboration de dispositions législatives et la création d'organes administratifs et judiciaires, ainsi que de programmes éducatifs visant à combattre les préjugés et les mesures discriminatoires. L'autorisation accordée devrait permettre au Secrétaire général de fournir des avis techniques, sur la demande des Etats membres, quel que soit le stade de leur développement économique et sans se préoccuper du point de savoir si l'état de choses qu'ils s'efforcent de faire disparaître est dû à des causes économiques, ou est la cause de la misère économique ou des obstacles à l'amélioration de l'économie nationale.

PROPOSITION SUPPLEMENTAIRE RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES

3. Etudes de quelques-unes des principales formes de discrimination

69. Dans sa résolution 116 B (VI) le Conseil a invité notamment le Secrétaire général "à organiser des études et à préparer des analyses en vue d'aider la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à définir les principales catégories de mesures discriminatoires qui s'opposent à ce que tous les individus jouissent également des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que les causes de ces mesures discriminatoires, le résultat de ces études et analyses devant être communiqué aux membres de la Sous-Commission".

70. En 1949, le Secrétaire général a soumis, à la troisième session de la Sous-Commission, un mémorandum intitulé "Formes et causes principales de la discrimination" (E/CN.4/Sub.2/40/Rev.1, publié sous le N° de vente : 1949.XIV.3). Toutefois, la Sous-Commission n'a pas encore précisé quelles formes de discrimination doivent faire l'objet d'une plus ample étude.

71. A cet égard, on se souviendra que la réponse du Gouvernement de la Suède à la lettre du Secrétaire général touchant les travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités (partie I, paragraphe 28, contient les observations ci-après :

"Pour préparer le terrain en vue de réformes plus positives, on pourrait entreprendre une étude objective de la situation qui règne dans diverses parties du monde... Lorsque l'on élaborera de nouveaux programmes de recherches, il faudra se demander s'il ne serait pas préférable de laisser une entière liberté d'action à des experts reconnus des questions sociales qui dirigerait les recherches et seraient attachés aux secrétariats des Nations Unies ou des institutions spécialisées, plutôt que de confier les études à des comités spéciaux".

72. On se souviendra aussi que le Gouvernement national de la Chine a proposé que la Commission des droits de l'homme établisse des règles précises concernant la lutte contre les mesures discriminatoires en matière d'immigration et de traitement des étrangers (partie I, paragraphe 25).

73. Le Secrétaire général rappelle en outre au Conseil les points que le Congrès juif mondial (paragraphe 29 ci-dessus) propose d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil et qui ont trait notamment aux :

- 1) Mesures discriminatoires dans la réglementation relative à l'immigration.
- 2) Mesures discriminatoires restreignant le droit de libre circulation.
- 3) Mesures discriminatoires relatives à l'admission des membres de certains groupes religieux et ethniques dans les établissements d'enseignement, et particulièrement dans les écoles supérieures et les universités.

74. Tenant compte des commentaires du Gouvernement national de la Chine et du Gouvernement de la Suède, des points proposés par le Congrès juif mondial et des études et analyses qu'il a effectuées en application de la résolution 116 B (VI), le Secrétaire général conclut que parmi les formes de discrimination qui peuvent faire l'objet d'une étude plus approfondie et d'une décision de la part du Conseil, il convient de citer :

Les mesures discriminatoires dans l'enseignement

Les mesures discriminatoires dans l'emploi et la profession

Les mesures discriminatoires en ce qui concerne la résidence et la
liberté de circuler

Les mesures discriminatoires dans la jouissance des droits politiques

Les mesures discriminatoires en ce qui concerne l'immigration et les
déplacements

Les mesures discriminatoires dans le droit à choisir un conjoint et dans la
jouissance des droits familiaux.

75. Le Secrétaire général souligne qu'il ne considère pas la liste ci-dessus comme complète et qu'il n'entend nullement suggérer un ordre de priorité. C'est dans cet esprit qu'il soumet la proposition ci-après :

PROPOSITION O

Il est proposé :

a) Que le Conseil décide s'il y a lieu d'entreprendre des études spéciales sur les dispositions à prendre pour faire disparaître certaines des formes de discrimination les plus importantes, telles que :

les mesures discriminatoires dans l'emploi

les mesures discriminatoires dans l'enseignement

les mesures discriminatoires dans l'emploi et la profession

les mesures discriminatoires en ce qui concerne la résidence et de liberté de circuler

les mesures discriminatoires dans la jouissance des droits politiques

les mesures discriminatoires en ce qui concerne l'immigration et les déplacements

les mesures discriminatoires dans le droit à choisir un conjoint et dans la jouissance des droits familiaux;

b) Que le Conseil, s'il décide que de telles études doivent être entreprises, établisse un ordre de priorité et décide de quelle manière et avant quelle date chacune d'elles doit être effectuée et présentée pour qu'une décision soit prise à son sujet.

4. Rapports de l'UNESCO sur les résultats de son activité en vue de faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires

76. Dans ses résolutions 116 (VI) et 303 G (XI), le Conseil a demandé qu'une collaboration soit établie entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO et a prié l'UNESCO d'entreprendre une action éducative en vue de faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires.

77. Le Secrétaire général, jugeant qu'il peut être utile que le Conseil et l'Assemblée générale soient en mesure d'apprécier les résultats obtenus par l'UNESCO, présente la proposition suivante :

PROPOSITION P

Il est proposé que le Conseil invite l'UNESCO à consacrer un chapitre de son rapport annuel à l'action éducative qu'il a entreprise en vue de faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires, de manière que le Conseil et l'Assemblée générale puissent apprécier les résultats obtenus.

5. Coopération des organisations non gouvernementales aux travaux
entrepris par l'Organisation des Nations Unies pour faire disparaître
les préjugés et les mesures discriminatoires

78. De nombreuses organisations non gouvernementales dont plusieurs jouissent du statut consultatif auprès du Conseil, s'efforcent activement de faire disparaître les préjugés et les mesures discriminatoires. Toutefois, une action non coordonnée dans ce domaine est de nature à créer des doubles emplois; en outre, certains aspects importants des travaux peuvent être négligés. De plus, certaines organisations, dont le but est de favoriser le progrès social en général, pourraient être encouragées à consacrer une plus grande partie de leurs ressources au problème essentiel que constitue la lutte contre les préjugés et les mesures discriminatoires. Le Secrétaire général présente donc la proposition suivante :

PROPOSITION Q

Il est proposé que le Conseil :

a) prie instamment les organisations non gouvernementales qui s'occupent della lutte contre les préjugés et les mesures discriminatoires ou dont le but est de favoriser le progrès social en général :

i) de consacrer la plus grande partie possible de leurs ressources à la lutte contre les préjugés et les mesures discriminatoires;

ii) de coordonner leurs efforts dans ce domaine;

b) invite le Secrétaire général à convoquer périodiquement des conférences des organisations non gouvernementales qui jouissent du statut consultatif auprès du Conseil afin qu'elles puissent coordonner leurs efforts dans ce domaine et s'entendre sur des objectifs et des programmes communs.

PROPOSITION SUPPLEMENTAIRE RELATIVE A LA PROTECTION DES MINORITES

6. Etude des diverses mesures concrètes que les Etats ont prises pour
protéger les traditions ethniques, religieuses et linguistiques et les
caractéristiques des minorités vivant sur le territoire soumis à leur
juridiction.

79. On sait que certaines minorités pour préserver leurs caractéristiques propres, demandent, outre, l'application du principe de la non discrimination, certaines mesures spéciales de protection. On ne peut contester le droit de toute minorité à demander l'application du principe de la non discrimination, puisque ce principe est proclamé sans équivoque dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutefois, pour déterminer si une minorité donnée est fondée à demander des mesures de protection supplémentaires, il faut normalement tenir compte des conditions dans lesquelles cette minorité a été incorporée à l'Etat, des arrangements intervenus à ce sujet et de toutes les autres circonstances pertinentes. Il s'ensuit que chaque cas doit être examiné séparément.

80. Toutefois, jusqu'à présent les travaux de la Sous-Commission indiquent clairement qu'il faut étudier plus en détail la question de savoir de quelle protection les minorités ont besoin en général, en plus de la protection contre les mesures discriminatoires, pour pouvoir préserver leurs traditions ethniques religieuses ou linguistiques et les caractéristiques qu'elles souhaitent conserver. Le Secrétaire général a déjà souligné, à propos de la proposition E de la Sous-Commission qu'il est peut-être prématuré de décider dès maintenant s'il faut prendre des dispositions en vue d'élaborer une convention internationale pour la protection des minorités. Néanmoins, le Conseil peut souhaiter rechercher s'il est souhaitable d'entreprendre une étude des mesures concrètes que les Etats ont prises pour protéger les traditions ethniques, religieuses et linguistiques et les caractéristiques des minorités vivant sur le territoire soumis à leur juridiction, afin de pouvoir décider quelles mesures d'ordre général pourraient être élaborées, le cas échéant, en vue d'assurer la protection de ces minorités.

81. En conséquence, le Secrétaire général présente au Conseil la proposition suivante :

PROPOSITION R

Il est proposé que le Conseil examine la question de savoir s'il est souhaitable d'entreprendre, sur la base des renseignements communiqués par les gouvernements en application de la résolution 303 F (XI), et des renseignements supplémentaires, une étude détaillée des diverses mesures concrètes que les Etats ont prises pour protéger les traditions ethniques, religieuses et linguistiques et les caractéristiques des minorités vivant sur le territoire soumis à leur juridiction afin de pouvoir décider quelles mesures d'ordre général pourraient être élaborées, le cas échéant, en vue d'assurer la protection de ces minorités.

- - - - -